

DECLARATION NATIONALE BELGE

61^{ème} SESSION DE LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'AIEA

20 septembre 2017



Intervention de Monsieur Jan BENS

Directeur Général de l'Agence fédérale de contrôle nucléaire

Monsieur le Président,

Permettez-moi d'abord de vous féliciter pour votre élection au titre de Président de cette 61^{ème} Conférence générale et de vous assurer du plein soutien de la Belgique. *La Belgique remercie le Directeur Général de l'AIEA et le secrétariat pour leur travail professionnel et impartial et les assure de son plein soutien. Elle tient aussi à féliciter le Directeur-Général de sa réélection à la tête de l'Agence pour les quatre prochaines années.*

En m'associant à la déclaration de l'Union européenne, je me permets toutefois d'ajouter quelques considérations sur les différents domaines dans lesquels l'Agence est active et la manière dont la Belgique y contribue.

1) Sûreté

La Belgique a toujours lié l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire à l'amélioration permanente de l'établissement de niveaux de sûreté élevés. (A cet égard, mon pays fait preuve d'un niveau de transparence exemplaire. *[Cela va de la notification au grand public de chaque incident ou indisponibilité d'une unité de production, à la proposition de mesures afin de renforcer la transparence et la confiance mutuelle avec nos pays voisins. Cette dernière proposition a pour but de favoriser les inspections communes dans nos installations industrielles et médicales]*).

Suite à une mission SALTO l' an dernier, une mission de suivi a eu lieu au début de cette année. Par ailleurs, notre pays se prépare au suivi de la mission du Service intégré d'examen de la réglementation (IRRS) de fin 2013, qui aura lieu à la fin de cette année. Nous sommes en outre convaincus d'avoir bien œuvré à la sensibilisation aux questions de sûreté nucléaire au sein de nos centrales.

Nombre de réalisations et d'initiatives récentes illustrent cet engagement continu en faveur de niveaux de sûreté élevés. Au rang des réalisations, je citerai l'adoption d'une loi réformant le contrôle physique ainsi que la mise en œuvre des niveaux de référence WENRA.

Quant aux initiatives en cours et aux orientations, je pourrais évoquer la prise en compte dès le départ, si de nouvelles installations doivent être mises sur pied, des interfaces et des synergies entre les garanties, la sûreté et la sécurité (3S) ; ou encore, concernant le transport de matières radioactives, la refonte en cours du système d'autorisation.

- [.]

Ces exemples indiquent que la Belgique, attache la plus grande importance à la question de la sûreté nucléaire. Ensemble avec l'AIEA et l'UE, nous continuerons à promouvoir l'harmonisation et le renforcement des normes de sûreté au niveau international. Dans ce contexte, nous nous félicitons de la mise en œuvre de la Déclaration de Vienne dans le cadre de la réunion d'examen de la Convention sur la Sûreté nucléaire).

2) Sécurité

Plusieurs Etats-membres peuvent, tout comme la Belgique, témoigner de la nouvelle direction prise par le terrorisme international. Dans ce contexte, le secteur nucléaire en particulier, a une responsabilité spéciale.

La Belgique prend ses responsabilités. Tout d'abord, les mesures supplémentaires prises suite aux attaques terroristes contribuent à la hausse du niveau de sécurité. En outre, pour l'instant, le gouvernement utilise des militaires sur nos sites nucléaires, dans l'attente du déploiement d'unités de police armées spécialement formées. Entretemps nous avons beaucoup appris sur les modalités en matière de « response » grâce à l'excellente coopération avec plusieurs Etats partenaires.

Pour mon pays, sans préjudice de la compétence première des Etats en ces matières, l'AIEA doit jouer un rôle central pour continuer à élever à un niveau supérieur la pratique de la sécurité nucléaire, et ceci en tant que coordinateur, promoteur de « best practices » et prestataire d'assistance technique. En tant que dépositaire, l'AIEA joue un rôle crucial dans la mise en œuvre de la Convention révisée sur la Protection Physique des Matières Nucléaires (CPPMN).

La cyber sécurité forme également un défi collectif de taille. Le Centre pour la Cyber Sécurité belge, créé il y a trois ans, est en pleine mise en œuvre de la politique nationale, y compris sur les plans de la supervision, de la standardisation et de la sensibilisation. Je me réjouis de constater que la collaboration entre le Centre et les autorités de sécurité nucléaire s'approfondit.

Par ailleurs , la sécurité nucléaire exige l'adoption d'une approche holistique ; à ce titre la Belgique poursuit sans relâche la conversion de son réacteur à UHE, le BR2.

Enfin, quant à la sécurité radiologique, le projet de loi de base a été approuvé par le gouvernement et sera prochainement soumis au Parlement. Par ailleurs, nous sommes convaincus que la mise en œuvre rapide de technologies alternatives à l'utilisation des sources scellées de haute activité représenterait, dans certains cas, une partie de la solution. Nous demandons donc aussi à l'AIEA de rester attentive aux nouvelles technologies médicales et industrielles innovantes ou alternatives qui pourraient permettre de remplacer l'utilisation de ces sources, et de reconnaître ces technologies en tant que telles. *Là où ces technologies alternatives coexistent déjà, la création d'un « level playing field » est indispensable.*

3) Garanties

Monsieur le Président,

De manière générale, nous sommes satisfaits de l'approche professionnelle avec laquelle l'Agence réalise sa mission de vérification et a pu moderniser ses différents instruments.

Maintenant que le State Level Concept et les nouveaux State Level Agreements sont implémentés au sein des Etats sous Integrated Safeguards, nous encourageons l'Agence à continuer à chercher activement et systématiquement des gains d'efficacités ainsi que des gains d'efficacité. Une bonne analyse des coûts et avantages des State-level approaches telle qu'annoncée par le DG, ainsi qu'une bonne analyse des risques, en constitueront la base. De

tels gains d'efficience sont importants, si l'Agence souhaite faire face durablement à l'augmentation de ses missions de vérification.

Dans cette perspective, permettez-moi de mentionner l'introduction d'inspections inopinées de l'AIEA en Belgique il y a près d'un an, ainsi que les optimisations dont elle pourra encore faire l'objet.

Par ailleurs, nous nous réjouissons de la pleine mise en œuvre du « Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA) » entre le E3+3 et la République Islamique d'Iran. Nous appelons les parties concernées à continuer d'appliquer toutes les dispositions de l'accord. La Belgique continue à soutenir cet accord de façon concrète – cette année avec une contribution extrabudgétaire de 150.000 euro. *L'AIEA mérite des éloges quant à la manière dont elle vérifie la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre de l'accord global et de ses annexes. Nous sommes confiants que l'AIEA continuera à faire rapport sur ses conclusions en garantissant un niveau de transparence maximal, informant également les Etats Membres sur les tendances générales et sur son interaction avec la partie iranienne sur le terrain.*

4) Coopération technique

Nous reconnaissons également l'importance de la Coopération Technique, pour laquelle nous contribuons cette année pour 480.000 euro en fonds extrabudgétaires, en plus de notre contribution au Fonds de Coopération technique, en soutien aux programmes de radiothérapie, de médecine nucléaire et à la modernisation des laboratoires de l'AIEA.

5) Technologies et applications nucléaires

Hormis la composante énergétique, la Belgique a pris la décision de rester un acteur fort dans les domaines de la recherche nucléaire, de la médecine nucléaire et de la production de radio-isotopes.

Nous nous félicitons du fait que l'Agence a reconnu le Centre d'étude de l'énergie nucléaire (CEN) en tant que « International Centre based on Research Reactor (ICERR) ». Le Centre continuera de mettre son expérience technique et scientifique au service d'autres Etats membres et de contribuer au renforcement de leurs capacités. D'autre part, nous poursuivons le développement de l'infrastructure de recherche « Multipurpose Hybrid Research Reactor for High Tech Applications (MYRRHA) », projet pour lequel des consultations avec différents partenaires internationaux sont en cours.

En médecine nucléaire, le réseau belge pour les applications des radiations aux soins de santé, « Rad4Med », témoigne du savoir-faire notable de la Belgique.

Enfin, la Belgique continuera également à jouer un rôle important dans la production de radio-isotopes avec le réacteur BR2 du SCK•CEN et l'IRE comme joueurs principaux. Le réacteur BR2 a reçu en 2016 une cure de rajeunissement qui lui rend opérationnel au moins jusqu'en 2026.

Monsieur le Président,

Je souhaite clôturer en réitérant mon appréciation pour le travail fourni par l'AIEA. Nous connaissons l'Agence comme un acteur de qualité qui offre une plus-value lorsqu' il s'agit de contribuer à la paix et à la sécurité internationales.

En conclusion, nous attendons de l'Agence qu'elle réponde aux différentes attentes de ses Etats Membres, qu'elle assiste certains Etats Membres lors du processus de démantèlement, qu'elle offre aux pays émergents l'encadrement auquel ils ont droit et qu'elle agisse de manière ciblée, ayant pour but un impact maximal en matière de coopération technique. La mise en œuvre de garanties efficaces et efficientes est primordiale. Nous comptons finalement sur une Agence qui possède une gestion excellente et qui gère prudemment les budgets qui lui seront alloués dans les années à venir.